

# AMNESTY INTERNATIONAL

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : ASA 37/017/2006 (Public)

Bulletin n° : 158

ÉFAI

**Embargo : 29 juin 2006 00h01 TU**

### **Sri Lanka. Plus d'un demi-million de personnes déplacées subissent les conséquences de l'intensification de la violence**

L'intensification de la violence au Sri Lanka est en train d'engendrer de nouveaux flux de personnes déplacées, ajoutant à la peur et au sentiment d'insécurité de centaines de milliers de personnes, forcées de quitter leur maison en raison du conflit ou après le tsunami.

*« L'incapacité de l'État à assurer la sécurité et à faire en sorte que les attaques perpétrées contre des civils fassent l'objet de poursuites en justice a fait naître la peur et semé la panique, explique Purna Sen, directrice du programme Asie à Amnesty International. Presque toutes les attaques d'importance qui se sont produites au cours de ces derniers mois ont eu un effet dévastateur qui s'est répercuté sur de nombreuses personnes qui ont fui leurs maisons et leurs villages en quête d'un endroit sûr. »*

La plupart des personnes déplacées – y compris celles vivant dans des camps organisés – continuent d'être extrêmement vulnérables à la violence et au harcèlement des *Tamil Tigers* (Tigres tamouls) ainsi qu'à celui d'autres groupes armés et même des membres des forces de sécurité sri-lankaises.

Le 17 juin, une femme a été tuée et 44 autres blessées par des grenades lancées à l'intérieur d'une église, dans le village de Pesalai, au nord de l'île, où des milliers de personnes s'étaient réfugiées pour tenter d'échapper aux combats entre les Tigres tamouls et les forces gouvernementales. Les déclarations concordantes d'un certain nombre de témoins oculaires de la scène attestent de la présence de membres des forces de sécurité sri-lankaises lors de l'attaque de l'église.

Les Nations unies parlent d'un total de 39 883 personnes déplacées depuis le 7 avril 2006 dans le nord et l'est du Sri Lanka.

Un rapport rendu public ce jeudi 29 juin 2006 par Amnesty International décrit également comment l'augmentation de l'insécurité force des personnes déjà déplacées à plusieurs reprises à partir à nouveau. Beaucoup ne sont pas rentrées chez elles depuis des dizaines d'années et l'augmentation de l'activité militaire constitue un obstacle majeur à leur établissement quelque part et à la reconstruction de leur vie.

*« Il est de la responsabilité des gouvernements de protéger les droits de ces personnes déplacées – il y a plus d'un demi-million de personnes déplacées, soit l'équivalent d'une circonscription d'une taille importante. La dégradation de la situation en matière de sécurité rend impérative une action du gouvernement visant à leur fournir une protection accrue », a déclaré Purna Sen.*

Manikkam Maniyam, un Tamoul de soixante-deux ans, est l'un de ces nombreux Sri-Lankais forcés de se déplacer d'un hébergement temporaire à l'autre à travers le pays depuis vingt-cinq ans. Il a fui sa maison à Trincomalee en 1990 en raison des combats et parce que sa maison au toit de chaume avait brûlée. Lui et sa famille avaient alors payé un pêcheur local pour qu'il les conduise en Inde, où ils ont vécu dans plusieurs camps de réfugiés. En 1992, on

leur a fait comprendre que la situation s'était améliorée au niveau de la sécurité et ils sont retournés au Sri Lanka, où ils ont été hébergés dans le centre d'accueil d'Alles Garden. Leur logement au centre d'accueil a été détruit par le tsunami de 2004. Des milliers d'autres personnes déplacées attendent de pouvoir rentrer chez elles.

Les combats entre les forces gouvernementales, les rebelles des Tigres tamouls et d'autres groupes armés se sont intensifiés au cours des six derniers mois. Plus de 700 personnes auraient été tuées pour la seule année 2006, selon la *Sri Lankan Monitoring Mission* (SLMM, Mission de surveillance au Sri Lanka). Les civils sont confrontés aux assassinats, aux enlèvements et aux « disparitions ». Des enfants sont recrutés comme enfants soldats.

Les personnes déplacées, privées des réseaux de soutien formés par leur communauté et les autorités locales, sont particulièrement vulnérables à ces abus. La violence gêne également le travail des agences humanitaires et d'aide au développement qui œuvrent auprès des personnes déplacées. Deux affaires séparées illustrent ce fait : en mai, un employé du *Norwegian Refugee Council* a été abattu et trois bureaux d'ONG ont été touchés par des attaques à la grenade menées de façon synchronisée.

En plus de l'insécurité, les personnes déplacées doivent également faire face à l'absence de toute possibilité d'emploi et à des services de santé et d'enseignement extrêmement limités au niveau local. L'abus d'alcool et le haut niveau de violence domestique restent préoccupants.

Si la plupart des camps mis en place après le tsunami disposent de fonds suffisants et offrent des conditions raisonnables d'hébergement, les camps pour les personnes déplacées en raison du conflit manquent souvent d'électricité, de transports et d'un système d'évacuation des eaux suffisant. Les résidents de certains camps se plaignent d'être tombés malades après avoir bu de l'eau de puits souillée.

On estime à plus de 639 400 le nombre de personnes toujours déplacées au Sri Lanka : 314 378 personnes, selon les derniers chiffres des Nations unies, déplacées par le conflit, et environ 325 000 personnes toujours déplacées du fait du tsunami.

L'intensification de la violence force de nombreux Sri-Lankais à fuir leur pays – plus de 2 800 personnes ont sollicité de l'Inde une protection internationale en 2006, selon le HCR.

#### **Note aux rédacteurs**

Le rapport *Sri Lanka: Waiting to go home – the plight of the internally displaced* (index AI : ASA 37/004/2006) sera disponible à partir du 29 juin 2006 (00h01 TU) sur le site d'Amnesty International, à l'adresse suivante <http://web.amnesty.org/library/index/engasa370042006>.

Le gouvernement sri-lankais et les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE), ou Tigres tamouls, ont conclu un accord de cessez-le-feu en 2002, mais les deux parties ont poursuivi leurs attaques, avec une nouvelle escalade au cours des six derniers mois.

Selon les chiffres du HCR, 314 378 personnes étaient toujours déplacées en avril 2006 à cause du conflit. Pour plus d'informations à ce sujet, consulter le site <http://www.unhcr.lk/>.

La majorité des personnes déplacées au Sri Lanka sont originaires du nord et de l'est de l'île, où s'est déroulé l'essentiel des combats. En raison de leur concentration géographique dans ces régions, les Tamouls ont connu de loin les déplacements les plus importants. Selon le dernier recensement, mené en 2002 par le ministère pour la Réhabilitation, la réinstallation et les réfugiés, 80,86 p. cent des personnes déplacées seraient tamoules, 13,7 p. cent musulmanes et 4,56 p. cent cingalaises.

#### **Document public**

\*\*\*\*\*

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>